INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 2 janvier 2023**

**INFOS MACRO**

* Les marchés actions européens ont terminé leur première séance de l'année 2023 en hausse. Alors qu'il avait terminé la dernière séance de 2022 en baisse de 1,52%, à 6.473,76 points, l'indice CAC 40 a gagné ce lundi à la clôture1,87% à 6 594,57 points. Ce qui contraste avec sa plus forte chute depuis 2018 (-9,50%). L'Eurostoxx 50 s'est adjugé1,77% à 3 860,74 points.
* Les marchés repartent en douceur en raison de la fermeture des marchés chinois, britanniques et américains ce lundi. Les investisseurs seront particulièrement attentifs cette semaine à la dernière réunion du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine ainsi que sur le rapport sur l'emploi de décembre dévoilé vendredi.
* Vigilance également concernant l'évolution de la situation sanitaire en Chine. Le pays lève dès le 8 janvier prochain la quarantaine obligatoire contre le Covid-19 pour les personnes entrant sur son territoire. De nombreux pays ont décidé de prendre des mesures de contrôle. Le gouvernement français va ainsi imposer, à partir du 5 janvier, des tests aux passagers arrivant de Chine, pour limiter les risques de propagation du virus.
* Côté perspectives, d'après les propos tenus dimanche par la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Kristalina Georgieva, sur l'antenne de la chaîne américaine CBS, " l'année 2023 sera difficile pour une majeure partie de l'économie mondiale " car les principaux moteurs de la croissance internationale - les États-Unis, l'Europe et la Chine - font face à un ralentissement".
* Côté statistiques, 2023 a commencé avec l'indice PMI manufacturier de la zone euro qui s'est légèrement redressé de 47,1 en novembre à 47,8 en décembre, traduisant donc un ralentissement de la contraction du secteur.
* L'euro recule de 0,33% à 1,0668 dollar après avoir cédé l'an dernier plus de 5% face au billet vert. Fermées ce lundi, les Bourses américaines attendent un certain nombre de statistiques pour cette semaine de janvier avec en point d'orgue vendredi le rapport mensuel sur l'emploi aux États-Unis. Avant cela, le compte-rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) sera publié mercredi.
* Le prix de gros du gaz naturel en Europe poursuit son déclin à la faveur d'un hiver relativement chaud qui permet d'économiser les stocks. Il ressort près de cinq fois moins cher qu'en août. Le contrat de référence pour le continent, le TTF sur le marché néerlandais, a encore chuté de 4,67 % à 72,75 euros le mégawattheure.
* L'emploi a atteint en 2022 son plus haut niveau en Allemagne depuis la réunification du pays en 1991. C’est ce qu’annonce l’office fédéral Destatis dans un communiqué précisant que le nombre d’actifs « dont le lieu de travail se trouvait en Allemagne » s’est accru de 589 000 personnes (+1,3 %) par rapport à 2021, dépassant de 292 000 personnes (+0,6 %) le précédent record, enregistré en 2019. La crise sanitaire a mis fin en 2020 à une hausse du nombre d'actifs ininterrompue pendant 14 ans, avec cette année-là une baisse de 362 000 personnes (-0,8 %)

Destatis souligne que 93 % de la croissance de l'emploi en 2022 a eu lieu dans le secteur des services, qui a vu ses effectifs augmenter de 548 000 personnes au total, soit 1,6 % par rapport à 2021. La plus forte augmentation en termes absolus a été enregistrée dans les secteurs des services publics, de l'éducation et de la santé, suivi immédiatement des secteurs du commerce, des transports et de l'hôtellerie-restauration

Selon des estimations provisoires, le nombre de personnes sans emploi en Allemagne a très nettement diminué en moyenne annuelle en 2022 par rapport à l'année précédente, de 209 000 personnes (soit 13,6 %), pour atteindre 1,3 million de personnes.

* « Sur les douze mois de 2022, avec 1 529 035 immatriculations, le marché français des voitures particulières neuves est en baisse de 7,83% en données brutes ». C’est ce qu’annonce la Plateforme automobile (PFA), qui représente les 4 000 entreprises du secteur automobile français. C’est Stellantis qui occupe la première place du podium des constructeurs avec 478 040 véhicules vendus sur un an, soit 31,26% du marché, suivi de Renault avec 369 432 véhicules soit 24,16%, puis Volkswagen avec 195 183 véhicules.

Les ventes de Stellantis sont cependant en baisse de plus de 14% par rapport à 2021, et celles de Renault de plus de 6,66% : Toyota est en hausse de plus de 2,63% et Ford de 7,58%, tandis que Tesla affiche une hausse de 10,541%.

" On est structurellement dans un marché qui a baissé d'un tiers en volume depuis 2019, du fait d'une succession de crises ", a déclaré à l'AFP François Roudier, responsable de la communication de la PFA, citant " le problème de la disponibilité des composants électroniques, les difficultés de livraison des véhicules faute de chauffeurs, qui se sont accentuées avec la guerre en Ukraine, l'augmentation des coûts des matériaux et un carburant trop cher ".

**SOCIETES**

* Côté valeurs, Atos et Société Générale ont tiré leur épingle du jeu à la Bourse de Paris. L'entreprise de services du numérique s'est distingué en occupant la tête du marché SRD et de l'indice SBF 120. De même les valeurs du secteur automobile (Renault, Michelin, Stellantis) ont porté le CAC 40 figurant parmi les plus fortes hausses du jour.
* Atos commence l'année 2023 en fanfare. Le groupe a terminé en tête de l'indice SBF 120  (+20,01% à 10,82 euros). Ce bond fait suite aux informations relayées par les Echos et Reuters sur la possible prise de participation minoritaire d'Airbus au capital d'Evidian, la branche d'activités digitales et de cybersécurité d'Atos. " Selon plusieurs sources, l'avionneur serait en discussions préliminaires avec Atos pour prendre une part minoritaire du capital d'Evidian ", a indiqué le quotidien français d'information économique et financière. Le titre d'Airbus a gagné, lui, 2,56% à 113,86 euros.

Le groupe rappelle également que " la société et son Conseil d'administration examinent toutes les marques d'intérêt reçues au regard de l'intérêt social de l'entreprise, et notamment de la création de valeur pour ses actionnaires, ses salariés et ses clients ".

Aujourd'hui, Atos et ses équipes sont pleinement mobilisés sur l'avancement du projet de séparation communiqué au marché le 14 juin dernier dans le calendrier prévu et qui est la priorité du groupe.

Fin septembre 2022, Atos avait rejeté une offre du groupe Onepoint, associé au fonds d'investissement anglo-saxon ICG, portant sur une acquisition potentielle d'Evidian pour une valeur d'entreprise de 4,2 milliards d'euros.

Evidian est la suite logicielle de gestion des identités et des accès (IAM),d'Atos. Evidian IAM se distingue par sa présence en pleine croissance en dehors du continent européen et notamment aux Etats-Unis et au Japon.

* Le groupe Société Générale a gagné 3% à 24,18 euros (4e plus forte hausse du CAC 40) après avoir réalisé, le 1er janvier 2023, la fusion juridique de ses deux réseaux de banque de détail en France, Société Générale et Groupe Crédit du Nord. SG est désormais la nouvelle banque de détail en France du Groupe. L'ambition est de constituer un partenaire bancaire de premier plan sur le marché français au service de 10 millions de clients et d'être dans le Top 3 de la satisfaction client.

La réalisation de la fusion s'accompagne de la mise en place d'un nouveau modèle relationnel, permettant d'améliorer la qualité du service rendu aux clients particuliers, professionnels et entreprises et de s'imposer comme un acteur de référence, sur le marché français, en matière d'épargne, d'assurance et de solutions d'excellence pour les entreprises et les professionnels.

La banque SG prend des engagements forts vis-à-vis de ses clients en termes de proximité, de réactivité, d'expertise et de responsabilité. SG sera, pour ses clients : une banque davantage présente en régions ; une banque d'expertise ; une banque accessible et réactive et une banque responsable.

La fusion juridique est une étape importante qui marque la création effective de la nouvelle banque. La nouvelle organisation est désormais en place et l'ensemble des équipes de direction ont été nommées, au siège comme dans les régions.

La nouvelle marque SG sera déployée graduellement sur les façades de ses agences, avec une première étape de 1 000 agences concernées d'ici la fin de l'année 2023.

* TF1 s’est adjugé 2,80% à 7,35 euros à la Bourse de Paris. La filiale du groupe Bouygues a réalisé 77 des meilleures audiences de l'année 2022. De quoi réaffirmer son leadership et renforcer sa position dans le Top 100 des audiences. Comparé à 2021, la chaîne a placé 7 programmes supplémentaires. La Une a particulièrement brillé lors de la récente Coupe du monde de football au Qatar, rassemblant 24,1 millions de téléspectateurs lors de la finale France-Argentine. Un record absolu en matière de télévision.
Bien que leader, TF1 a enregistré en 2022 sa plus faible part d'audience sur l'ensemble du public depuis sa création en 1975, à 18,7%.

Dans un environnement marqué par une accélération de l'évolution des usages, le Groupe TF1 occupe une position de premier plan sur l'univers de la vidéo par sa capacité à fédérer très largement tous les publics sur ses antennes linéaires et non linéaires.

En 2022, le Groupe rassemble ainsi plus de 49 millions de téléspectateurs chaque semaine sur ses antennes et renforce son leadership sur l'ensemble des publics de moins de 50 ans, avec des records sur le public jeune et creusant l'écart avec ses concurrent.

En outre, MYTF1 confirme, quant à elle, sa position de plateforme de streaming gratuit leader avec 26 millions de catch-uppers uniques mensuels en moyenne sur l'année et comptabilise 1 milliard d'heures de visionnage.

Par ailleurs, TF1 est la seule chaîne à placer dans le Top 100 des divertissements et du cinéma en plus du sport, de l'information et de la fiction.

TF1 détient la meilleure audience dans chaque type de programme et est la seule chaine à rassembler plus de 7 millions de téléspectateurs dans tous les genres.

* Spie, spécialiste indépendant des services multi-techniques dans les domaines de l'énergie et des communications, a progressé de 0,90% à 24,58 euros. Le groupe a annoncé la création de deux nouvelles filiales en France : SPIE Industrie et SPIE Building Solutions. A compter du 1er janvier 2023, SPIE Industrie & Tertiaire, filiale de SPIE France, se structure en deux entités : la division Industrie est transférée au sein de SPIE Industrie, nouvelle filiale de SPIE France au service de la performance industrielle afin de relever l’enjeu d’une industrie innovante et décarbonée.

La division Tertiaire est renommée SPIE Building Solutions, et offre des expertises dédiées à l'intelligence du bâtiment et à sa performance pour accélérer la transition énergétique.

Cette ultime étape de transformation ouvre un nouveau chapitre de croissance pour SPIE France, désormais composée de 6 filiales de dimension nationale, avec un positionnement stratégique clair et des offres globales capables d'apporter une qualité de service homogène et performante à leurs clients. Cette évolution renforce également la capacité de SPIE à attirer les talents et à leur proposer des parcours de carrières attractifs et enrichissants.

**ANALYSE**

* L'invasion de l'Ukraine par la Russie a constitué un choc géopolitique et énergétique dont on peine encore à mesurer toutes les conséquences. La guerre va-t-elle s'enliser en 2023 ? Se dirige-t-on vers une paix négociée ? Une escalade nucléaire ? Une seule chose est sûre, l'évolution du conflit sera déterminante pour les prix de l'énergie, des céréales et des métaux, et plus généralement pour l'économie mondiale. Les sujets d'inquiétude ne manquent pas sur le front géopolitique. Les investisseurs surveilleront également les tensions entre la Chine et les Etats-Unis, au sujet de Taïwan, ainsi que les différends territoriaux comme ceux qui opposent la Turquie et Chypre, ou l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

Le gaz en Europe, par exemple, est revenu à son niveau d'avant-guerre, environ 70 euros le MWh, mais il reste trois à quatre fois plus cher que pendant les deux décennies qui ont précédé la pandémie. Les prix du gaz resteront élevés en 2023, car les livraisons de gaz russe ont peu de chance de revenir à la normale. Une nouvelle explosion des cours à 300 euros dans le cas d'une dégradation de la situation en Ukraine et d'un hiver rigoureux n'est pas à exclure.

Côté pétrole, la balle est dans le camp de l'Opep. Alors que le marché devrait se tendre encore davantage sous l'effet des sanctions occidentales contre la Russie, les membres de l'organisation semblent peu enclins à rouvrir les vannes du brut. L'embargo européen sur les produits pétroliers russes, qui entrera en vigueur en février, fait craindre une pénurie de diesel en Europe.

Mais selon une enquête de Reuters auprès de 30 économistes et analystes, la dégradation du contexte économique mondial et la résurgence de l'épidémie de Covid en Chine contrecarrerait l'effet d'une baisse de l'offre. D'après cette enquête, le baril de Brent - en moyenne à 99 dollars en 2022 - s'établirait à 89,37 dollars en moyenne cette année. La question est toutefois loin d'être tranchée. Un certain nombre d'analystes envisagent sérieusement qu'il dépasse les 100 dollars en fin d'année.

* La détermination des banques centrales à mettre fin à l'ère de l'argent facile a secoué les marchés l'année dernière et devrait continuer à peser en 2023. L'inflation, d'abord vue comme temporaire, s'est envolée et installée, dépassant quasiment partout les 10 %. Pour combler leur retard, les instituts monétaires ont procédé à leurs plus violentes hausses de taux depuis les années 1980 pour la Réserve fédérale, et depuis sa création pour la Banque centrale européenne. Ce durcissement à marche forcée a fait plonger le marché obligataire mondial, qui a réalisé sa pire performance en 20 ans.

Le plus probable est que la hausse des prix ralentisse cette année. D'abord parce que les effets des resserrements monétaires devraient commencer à se faire sentir. Mais aussi parce que les prix de l'énergie pourraient cesser de progresser. Toutefois, la menace d'un rebond inflationniste est loin d'être écartée. Les demandes de hausses de salaires pour compenser la perte de pouvoir d'achat devraient se poursuivre. Et surtout, la réouverture de l'économie chinoise après l'abandon de la politique « zéro Covid » pourrait stimuler la demande mondiale et donc l'inflation.

Les banques centrales devraient alors frapper beaucoup plus fort que ne l'anticipaient les marchés jusqu'à maintenant. Cette menace, alimentée par des déclarations très volontaristes de membres de la BCE, a déjà fait bondir les taux souverains en fin d'année dernière. Une forte hausse du loyer de l'argent pénaliserait non seulement le marché obligataire mais aussi les sociétés de la « tech », qui ont déjà connu une année particulièrement éprouvante.

* La seconde économie mondiale va-t-elle enfin sortir de l'ornière ? La politique « zéro Covid » de ces derniers mois a accentué les tensions sur les chaînes d'approvisionnement au niveau mondial, contribuant aux pressions inflationnistes. Alors que la Chine s'engage enfin dans une réouverture à marche forcée, les investisseurs espèrent un regain de croissance dans le pays. Sorti renforcé du dernier congrès du parti communiste chinois, Xi Jinping aurait désormais tout intérêt à se concentrer sur l'économie du pays, confrontée à de sérieuses difficultés. Les gérants spécialisés sur les marchés chinois en sont convaincus, alors qu'ils doutent de sa volonté d'attaquer Taïwan, au moins à court terme.

Une sortie par le haut de l'économie chinoise permettrait de soutenir le reste du monde, du secteur du luxe, très dépendant de la clientèle asiatique, aux producteurs de matières premières. Mais un emballement similaire à celui observé en Occident à la fin des confinements pourrait raviver les tensions inflationnistes. En toile de fond, Pékin doit encore gérer la crise de l'immobilier, principal moteur de l'économie chinoise, grippé depuis plus d'un an. Sans compter les risques d'émergence de nouveaux variants du coronavirus liés à la vague épidémique sans précédent qui frappe actuellement le pays.

* De l'expansion à la récession. Le cycle économique accéléré entamé avec la crise du Covid en 2020 arrivera à son terme cette année. Dimanche 1er janvier, sur CBS, la directrice générale du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, a prévenu que l'économie mondiale allait connaître « une année difficile, plus difficile que celle qui vient de s'écouler. Nous nous attendons à ce qu'un tiers de l'économie mondiale soit en récession », a-t-elle déclaré, les trois grandes économies - Etats-Unis, Union européenne, Chine - ralentissant toutes simultanément. Pour les professionnels des marchés financiers, il reste à savoir quelle sera l'ampleur du ralentissement à venir. Simple trou d'air momentané, sans impact durable sur les profits des entreprises, ou récession généralisée ?

Dans le premier cas, les marchés mondiaux ont toutes les chances de se ressaisir dans les mois qui viennent. Il en irait tout autrement dans le second, alors que le consensus reste pour l'instant plutôt optimiste sur la dynamique des profits en 2023 (+2 % environ pour l'indice paneuropéen STOXX 600). Le Vieux Continent est particulièrement vulnérable en raison de sa dépendance aux importations d'énergie. Une nouvelle flambée des prix à l'approche de l'hiver prochain frapperait de plein fouet le secteur industriel, déjà fragilisé ces derniers mois, ainsi que le pouvoir d'achat des ménages, déjà entamé par l'inflation élevée.

* Cette année, les Etats de la zone euro vont emprunter à tour de bras sur les marchés. Leurs émissions de dette devraient dépasser les 1.200 milliards d’euros, en hausse par rapport à 2022. Alors que la fin de la crise du Covid - et donc des différentes mesures de soutien à l'économie - pouvait laisser espérer un retour à plus d'orthodoxie budgétaire, la crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine a, au contraire, creusé les déficits. Pour financer les différents boucliers tarifaires, les Etats vont donc devoir émettre plus d'obligations. D'autant qu'aux nouveaux besoins de financement, s'ajoutent les remboursements toujours plus importants d'emprunts antérieurs, notamment ceux contractés après la grande crise financière de 2008. Les chiffres donnent le tournis. La France va lever un montant record de 270 milliards d’euros, soit près d'un quart des émissions souveraines en zone euro. En Allemagne, le total s'élève à 500 milliards d’euros si on ajoute les emprunts de court terme et de moyen long terme. Du jamais vu outre-Rhin.

Dans le même temps, les Etats européens vont devoir apprendre à vivre sans leur principal créancier : la Banque centrale européenne. Au travers de ses différents programmes d'achats d'actifs pour soutenir l'économie ou lutter contre les effets de la pandémie, l'institution de Francfort a acquis un tiers de la dette souveraine en zone euro. Déjà, face à la flambée de l'inflation, elle a mis fin à ses achats nets, tout en continuant à réinvestir le montant issu du remboursement des obligations de son portefeuille arrivées à échéance. Mais à partir de mars, elle va réduire de 15 milliards d’euros par mois maximum le montant de ses réinvestissements, quitte à accélérer par la suite.

Les Etats devront donc se trouver de nouveaux financeurs. Avec la hausse des taux souverains, les investisseurs traditionnels devraient faire leur retour. Mais ils se montreront plus sélectifs que ne l'était la BCE. Ce qui pourrait faire augmenter davantage que ceux des pays du Nord les coûts d'emprunts des pays les plus fragiles - notamment l'Italie - , et ainsi créer de nouvelles tensions en zone euro.

* Entre le mini-séisme sur le marché des obligations souveraines britanniques fin septembre et la nécessité pour Blackstone de plafonner les demandes de rachat d'un fonds immobilier vedette début décembre, le monde de la finance s'interroge sur la prochaine crise de liquidité. « C'est la remontée très abrupte des taux qui a créé des incidents de stabilité financière, comme on a pu le voir au Royaume-Uni », explique Gilles Moëc, chef économiste chez AXA IM, qui note que même les bons du Trésor américain sont bien moins liquides qu'il y a deux ans.

Alors que la réglementation mise en place depuis la crise financière de 2008 a renforcé la solidité des banques, les acteurs financiers non bancaires sont pointés du doigt par les régulateurs, comme le Conseil de stabilité financière, la Banque centrale européenne et le FMI. Dans son évaluation semestrielle des risques tout juste publiée, la Banque de France estime aussi que ce sont les intermédiaires non bancaires qui font peser le plus de risques sur la stabilité financière. « Les plus fragiles de ces acteurs, qu'il s'agisse de fonds de pension, fonds ouverts ou fonds alternatifs, pourraient connaître des besoins de liquidité importants dans un scénario de stress de marché », prévient-elle.

Un appel à la prudence également relayé par l'OCDE. L'organisation met en garde les fonds de pension qui ont abondamment investi dans des actifs illiquides pendant la période de taux bas. La remontée de ces derniers et la chute des marchés boursiers augmentent en effet le risque qu'ils doivent accéder rapidement à des liquidités.

* La fin du crédit gratuit met les entreprises dans une situation délicate. La hausse des taux va mettre la robustesse des bilans à l'épreuve, avec son lot de défaillances à prévoir. Selon Bloomberg, 650 milliards d'obligations dans le monde sont en territoire de stress. Et même si les banques affichent une certaine sérénité, à grand renfort de modèles prudentiels, elles ont tout de même commencé à provisionner largement les créances douteuses.

L'ampleur de la récession de part et d'autre de l'Atlantique sera bien entendu déterminante pour les entreprises qui doivent honorer leurs remboursements et se refinancer sur les marchés. Moody's prévoit une augmentation des défauts des dettes spéculatives à 3,8 % mi-2023, contre 1,7 % en 2021. Un niveau qui reste cependant inférieur à la moyenne de long terme de 4,1 % depuis 1983.

* La devise européenne a repris des couleurs en fin d'année dernière, à 1,06 dollar pour un euro. Un soulagement après un passage à vide de plusieurs semaines. En juillet, l'euro est passé sous la parité avec le billet vert, pour la première fois en vingt ans. Et il a fallu attendre novembre pour le voir se redresser durablement. Sur les marchés, on estime que cette tendance va se poursuivre. La baisse de la devise européenne a été principalement due à un renforcement du dollar. Si la Fed interrompt ses hausses de taux plus tôt que la BCE, le différentiel profiterait à la monnaie unique.

Le consensus des prévisions des banques établi par Bloomberg voit en moyenne l'euro entre 1,02 et 1,07 dollar en 2023. JPMorgan n'est toutefois pas de cet avis. Pour la banque américaine, « une pause de la Fed ne sera pas suffisante pour faire remonter l'euro ». Elle pointe la vulnérabilité du Vieux Continent aux prix de l'énergie et estime que seule une désescalade de la guerre en Ukraine lui permettrait de reprendre 6 % à 7 % face au billet vert.

* Le marché des cryptos va tenter de se reconstruire après une année 2022 cauchemardesque. En 13 mois, les 10 principales cryptos (Bitcoin, Ethereum…) ont perdu entre 54 % (Binance Coin) et 85 % (Polkadot). Ce n'est pas la première baisse drastique enregistrée par ce ​marché, mais cette chute des valorisations présente une dimension systémique inédite, liée à l'effondrement en novembre d'un acteur de premier plan : FTX. Alors que le marché tentait de rebondir, la faillite du groupe de Sam Bankman-Fried a semé le chaos. En deux jours, 240 milliards de dollars de capitalisation sont partis en fumée.

La crise de confiance sur les grandes plateformes n’a pas épargné Binance, le leader mondial. Elle pourrait perdurer cette année. La chute de la volatilité et des volumes globaux en fin d'année a traduit les appréhensions à prendre des risques sur un marché qui peut encore se dérober sous les pieds des investisseurs. De nouvelles faillites dans le secteur et surtout des problèmes chez Binance risquent d'entretenir la nervosité. L'institutionnalisation des cryptos, un des moteurs de la hausse en 2020 et 2021, pourrait ralentir voire stopper net.

* En début et en fin d'année 2022, Orpea et Teleperformance ont rappelé à quel point le risque de réputation pouvait entacher l'image des entreprises cotées en Bourse. Les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) dictent désormais les choix des investissements au même titre que la performance. En une décennie, la lecture des investisseurs s'est profondément modifiée. « Auparavant, un cours de Bourse montait à l'annonce d'un plan social, aujourd'hui il dérape », note Adrien Dumas, directeur des investissements de Mandarine Gestion.

Les sociétés de gestion ont, elles aussi, souffert de certaines dérives, à l'instar de DWS, qui a été le cas de greenwashing (image écologique trompeuse) le plus médiatisé en Europe. Plus récemment, le gendarme boursier américain a infligé une amende à Goldman Sachs pour l'emploi abusif de la qualification ESG. Les régulateurs seront de plus en plus vigilants sur le sujet cette année, au fur et à mesure que la réglementation se met en place.

**L’AGENDA DU 3 janvier 2023**

**10h00 en Allemagne**

Taux de chômage en Allemagne

**15h45 aux Etats-Unis**

Indice PMI américain final